



MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

STRATEGIE REGIONALE
2020–2024

Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles des auteurs. Elles ne prétendent pas refléter nécessairement les opinions ou les vues de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les désignations employées dans ce document, ainsi que la présentation des données n'impliquent nullement l'expression d'une quelconque opinion de la part de l'OIM concernant le statut juridique de tout pays, territoire, ville ou zone, ou de leurs autorités, ni concernant le tracé de leurs frontières.

L'OIM est attachée au principe selon lequel une migration humaine et ordonnée profite aux migrants et à la société. En tant qu'organisation inter-gouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale pour : aider à relever les défis opérationnels de la migration ; faire mieux comprendre les questions de la migration ; encourager le développement économique et social grâce à la migration ; faire respecter la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Éditeur : L'Organisation internationale pour les migrations
47 C, Rue Abu-Elfeda
11211 Le Caire
Égypte
Tél.: +202 27 36 51 40
Fax: +202 27 36 51 39
Adresse courriel: iomegypt@iom.int
Website: www.iom.int

Photos de couverture: (En haut à gauche) Depuis le 15 juin 2014, l'OIM travaille activement pour fournir une aide indispensable aux personnes fuyant les récentes violences à Mossoul et dans les gouvernorats environnants. OIM 2015
(En haut à droite) Une femme irakienne déplacée participe à des activités psychosociales (formation à la boulangerie) au camp Hassan Sham pour Irakiens déplacés. OIM 2019 Sarah ALI
(En bas à gauche) Une femme Yazidi participe à des activités "argent contre travail" à Sinjar, qui visent à maintenir les écoles propres tout en soutenant les participants par le biais d'une redevance quotidienne pour les aider financièrement, dans le cadre des efforts de l'OIM pour soutenir le retour et le rétablissement à Sinjar. IOM 2019 Sarah ALI
(En bas à droite) Tahany est l'une des nombreuses femmes qui participent au marché de Sarafaya (à Al-Fasher, au Soudan) tous les mardis et vendredis. IOM 2019 Heba FOUAD

ISBN 978-92-9068-884-6 (PDF)

© 2020 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système de recherche, ou transmise sous quelque forme ou moyen que ce soit, électronique, mécanique, photocopie ou autres, sans la permission du détenteur du copyright.

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

STRATEGIE REGIONALE
2020–2024

AVANT-PROPOS

En novembre 2019, l'OIM a présenté à ses États membres sa vision stratégique. Celle-ci reflète les perspectives de développement pour l'Organisation dans les cinq prochaines années, afin de relever, de façon efficace, les divers défis et de saisir les nombreuses opportunités que la migration offre à la fois aux migrants et à l'ensemble de la société. Cette vision stratégique répond à des responsabilités nouvelles et émergentes, notamment l'adhésion aux Nations Unies et la coordination du Réseau des Nations unies sur les migrations, alors que nous entrons dans la décennie de l'action pour atteindre les objectifs de développement durable. Dans le cadre de la mise en œuvre de la vision stratégique, tous les bureaux régionaux ont été sollicités pour développer leurs propres priorités stratégiques pour la période 2020-2024, en intégrant les éléments clés de la vision pour répondre aux besoins émergents de chaque région.

Cette stratégie régionale reflète le rôle essentiel que joue l'OIM dans le domaine de la mobilité humaine en protégeant, aidant et soutenant les migrants à travers le monde, en élaborant des réponses efficaces aux dynamiques changeantes de la migration et en servant de source clé de conseils en matière de politique, de recherche, de données et de pratiques relatives à la migration. Elle souligne également le travail essentiel que l'OIM entreprend lors de situations d'urgence, en développant la résilience des communautés et des populations mobiles et en particulier de celles en situation de vulnérabilité, tout en renforçant les capacités des gouvernements à gérer toutes les formes et incidences de la mobilité.

Plus important encore, cette stratégie met en exergue les tendances ainsi que les principaux enjeux régionaux et interrégionaux actuels et futurs en matière de migration et de situations de déplacement, puis décrit la façon dont l'Organisation s'efforcera d'y répondre, notamment en collaborant avec les agences des Nations Unies et autres partenaires.

Je tiens à remercier mes collègues à tous les niveaux de l'Organisation (en particulier aux niveaux régional et national) pour leur travail dévoué et perspicace dans l'élaboration de ce document, qui remplace les précédents objectifs stratégiques mondiaux de l'OIM et définit une ligne de conduite pour les atteindre. Elle est particulièrement opportune, compte tenu de la grande importance de la mobilité humaine dans le discours public actuel et du fait que les besoins opérationnels sur le terrain, en particulier dans le domaine humanitaire, deviennent plus complexes dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Dans le cadre de cette stratégie, les collègues de l'OIM s'engagent à collaborer avec un large éventail de parties prenantes de tous les pays de la région, ainsi qu'avec les principaux organismes régionaux, notamment les communautés économiques, les processus consultatifs et les forums multilatéraux, sur certaines priorités définies. Tous mes collègues et moi-même sommes impatients de travailler avec vous au cours des prochaines années pour faire en sorte que la migration soit sûre, ordonnée et régulière, dans l'intérêt de tous. Ensemble, nous pouvons répondre aux besoins et aux aspirations des migrants et des populations déplacées dans le monde entier, en construisant des sociétés adaptées à un monde moderne, mobile et interconnecté.



António Vitorino

Directeur général

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

“

La stratégie régionale MENA 2020-2024 est lancée à un moment critique pour compléter les efforts globaux de l'OIM en faveur d'un environnement plus inclusif et équitable, reposant sur des politiques et des programmes fondés sur des données et informations, et ciblant les migrants, les populations déplacées et les communautés d'accueil. La stratégie a été formulée tenant compte des priorités régionales et des efforts des États membres dans le but d'améliorer la gouvernance de la migration et de protéger les populations vulnérables à tout moment. La diversité dans la région MENA nécessite une réponse innovante, globale et coordonnée. L'adoption d'une approche incluant l'ensemble de la société et le renforcement de partenariats multipartites sont essentiels pour aborder les facteurs structurels et promouvoir l'inclusion des migrants afin de réaliser leur plein potentiel grâce à des cadres de gouvernance des migrations adéquats.

”

Carmela Godeau

Directrice

Bureau régional (du Caire) pour le Moyen Orient et l'Afrique du Nord
L'Organisation internationale pour les migrations (OIM)

TABLE DES MATIERES

Avant-propos	iii
Acronymes	vi
<hr/>	
1. Introduction	1
1.1. Énoncé de vision 2020–2024	3
1.2. Piliers et Objectifs	3
<hr/>	
2. Perspective Politique et Institutionnelle dans la région	5
2.1. Programmes et élaboration de politiques	6
2.2. Partenariats stratégiques	7
2.3. Renforcer la base de preuves	9
<hr/>	
3. Perspective des migrations dans la région	11
3.1. L'Afrique du Nord	12
3.2. Le Moyen Orient	13
3.3. Le Conseil de coopération du Golfe et le Yémen	13
3.4. La perspective régionale et les principaux domaines d'intervention	14
<hr/>	
4. Priorités stratégiques régionales	17
4.1. Résilience	18
4.2. Mobilité	19
4.3. Gouvernance	20
<hr/>	
5. Développement institutionnel	23
5.1. Travail de recherche et formulation des politiques	24
5.2. Communication et innovation stratégique	24
5.3. Formation et bien-être du personnel	24
<hr/>	
6. Observations finales : l'OIM dans la région en 2024	25
<hr/>	
Annexe : l'OIM au Moyen-Orient et l'Afrique du Nord	27

ACRONYMES

COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
CUA	Commission de l'Union Africaine
DTM	Matrice de suivi des déplacements
CCG	Le Conseil de coopération du Golfe
ESCWA/UNESCWA	La Commission économique des Nations Unies pour l'Asie de l'Ouest
GP20	Principes directeurs sur le déplacement interne
ISCM	Mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration
MHAC	Centre d'évaluation sanitaire dans le contexte migratoire
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord (région)
MRC	Centre de réponse pour les migrants
MRRC	Centre de réponse et de ressources pour les migrants
MRRM	Mécanisme de réponse et de ressources pour les migrants
ODD (s)	Objectif(s) de développement durable
OIM	Organisation internationale pour les migrations
PDI(s)	Personnes déplacées Internes
PoE	Point d'entrée
SRF	Cadre de résultats stratégiques de l'OIM
UNHCR	Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

1.

INTRODUCTION



1. INTRODUCTION

La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) est touchée par la pandémie de la Covid-19 depuis le début de 2020. Alors que les groupes vulnérables ont déjà ressentis ses effets à court terme de la manière la plus aiguë, les conséquences humanitaires, socio-économiques et sur le développement à long terme restent encore à déterminer. Ceci aura toujours un impact sur les besoins des migrants et autres populations en déplacement, ainsi que sur les communautés d'accueil et les gouvernements, et devrait donc être complètement pris en compte dans l'élaboration des programmes de l'OIM, qui en réponse, ont été modifiés. Cette stratégie régionale sera interprétée à la lumière de ces développements-là et sera revue périodiquement pour garantir la réponse nécessaire pour faire face aux conséquences actuelles et futures de la pandémie et d'autres événements importants à l'échelle régionale et mondiale.

Les valeurs et principes fondamentaux de l'OIM se trouvent au cœur de son action. L'Organisation observe les normes les plus élevées, guidée par les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, notamment le respect des droits de l'homme pour tous. Le respect des droits, de la dignité, de l'autonomisation et du bien-être de tous les migrants et des communautés associées demeure la priorité absolue. L'OIM a toujours soutenu les gouvernements dans l'adhésion et la mise en place effective des normes internationales au sein de ses programmes et continuera à le faire. Outre les valeurs inscrites dans la Constitution de l'OIM, l'organisation continue d'adhérer aux valeurs fondamentales des Nations Unies que sont l'intégrité, le professionnalisme, l'égalité et le respect de la diversité, tout en veillant à être responsable à l'égard de ses bénéficiaires, et contribue activement à la prévention de l'exploitation et de l'abus.

Fondée en 1951, l'OIM est la principale organisation intergouvernementale dans le domaine de la migration, et travaille en étroite collaboration avec les partenaires gouvernementaux, intergouvernementaux et non gouvernementaux. L'OIM au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (désignée, « OIM MENA ») soutient les gouvernements dans la région afin d'honorer leurs engagements envers les migrants,¹ les populations déplacées,² les populations touchées, les rapatriés et les communautés d'accueil conformément aux priorités nationales, ainsi qu'aux engagements pris au niveau régional et mondial et les processus de migration. En s'appuyant sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et l'Agenda 2063 de la Commission de l'Union africaine (CUA), l'OIM MENA vise à prioriser trois piliers clés - résilience, mobilité et gouvernance - entre 2020 et 2024.

¹ 'Migrant' est un terme générique non défini dans le droit international qui, reflétant l'usage commun, désigne toute personne qui quitte son lieu de résidence habituelle pour s'établir à titre temporaire ou permanent et pour diverses raisons, soit dans une autre région à l'intérieur d'un même pays, soit dans un autre pays, franchissant ainsi une frontière internationale. Il englobe un certain nombre de catégories juridiques de personnes bien déterminées, comme les travailleurs migrants ; les personnes dont les types de déplacement particuliers sont juridiquement définis, comme les migrants objets d'un trafic illicite ; ainsi que celles dont le statut et les formes de déplacement ne sont pas expressément définis par le droit international, comme les étudiants internationaux. (Adapté de la publication : OIM, Glossary on Migration, International Migration Law No. 34 (Genève, 2019). Disponible sur : https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf.)

² Une population déplacée est un ensemble de personnes ou de groupes de personnes qui ont été forcées ou contraintes de fuir ou de quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituelle, ont franchi une frontière internationale, ou se déplacent à l'intérieur d'un État, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquée par l'homme pour en éviter les effets. (Adapté des « Principes directeurs relatifs au déplacement des personnes à l'intérieur de leur propre pays », annexés à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, Rapport du Représentant du Secrétaire général, M. Francis M Deng, présenté conformément à la résolution 1997/39 de la Commission des droits de l'homme, additif (11 février 1998), à la cinquante-quatrième session de la Commission des droits de l'homme, document de l'ONU (E / CN.4 / 1998/53 / Add.2), par. 2 de « Introduction : champ d'application et objectif ».)

La stratégie régionale de la région MENA pour la période 2020-2024 a été élaborée à la suite d'une série de consultations tenues au Bureau régional et dans le cadre de missions dans les différents pays, en coordination avec le siège de l'OIM. Ces consultations comprennent des séances de brainstorming pour identifier les priorités clés et les domaines de développement institutionnel. Les perspectives des migrations et de l'évolution des politiques dans la région, ainsi que les engagements pris par l'Organisation envers la promotion de voies de migration régulières ont été pris en considération.

1.1. ENONCÉ DE VISION 2020–2024

Les migrants, les populations déplacées, les rapatriés et les communautés d'accueil au Moyen-Orient et en Afrique du Nord exercent leurs droits dans un environnement inclusif et équitable s'appuyant sur des politiques et des programmes basés sur des données et informations relevant des trois piliers et objectifs suivants.

1.2. PILIERS ET OBJECTIFS

L'élaboration de politiques et de programmes relèvent de ces trois piliers et objectifs suivants:

- (a) **Résilience/ténacité.** Veiller à ce que les migrants, les populations déplacées, les communautés d'accueil et les gouvernements dans la région MENA jouissent davantage de moyens pour se préparer, mitiger et réagir face à plusieurs risques à toutes les étapes du processus de migration.
- (b) **Mobilité.** Améliorer les voies de migration existantes et développer de nouvelles voies de migration efficaces, sûres et fondées sur les droits.
- (c) **Gouvernance.** Mener des processus au niveau interrégional, régional, national et local fondés sur des données probantes pour renforcer les capacités des gouvernements à intégrer la mobilité dans des politiques, cadres juridiques, institutions, pratiques et mécanismes de coopération internationale grâce à une meilleure qualité de données.

2.

PERSPECTIVE POLITIQUE ET INSTITUTIONNELLE DANS LA REGION



2. PERSPECTIVE POLITIQUE ET INSTITUTIONNELLE DANS LA REGION

La région MENA est l'une des régions les plus touchées par les conflits dans le monde. Elle a fait face - et continue de se heurter - à des défis interdépendants posés par des situations de conflits prolongés et des problèmes socioéconomiques, politiques, de gestion des ressources naturelles et relevant du changement climatique. Ces facteurs, entre autres, ont mené à une augmentation de la mobilité, y compris le déplacement. Cependant, si plusieurs pays dans la région restent touchés par des conflits internes, d'autres sont en pleine transition vers la paix et le développement. Les pays de la région ont fait des efforts pour respecter les engagements du Programme 2030 et du Pacte Mondial pour les Migrations sûres, ordonnées et régulières, ainsi que les principaux processus mondiaux et régionaux.

Conformément à ses principes fondamentaux, l'OIM veille à répondre aux besoins de plusieurs groupes cibles.³ L'organisation adopte une approche inclusive dans tous ses programmes, œuvrant pour une durabilité environnementale⁴ et garantissant l'accès des migrants aux services de santé et de protection.⁵ Elle cherche en outre à ce que ses programmes d'intervention soient soucieux des besoins des jeunes et sensible au genre. L'OIM a adopté une approche globale en intégrant la migration dans ses plans de développement et en soulignant les contributions positives de la migration au développement durable.

2.1. PROGRAMMES ET ELABORATION DE POLITIQUES

La région MENA représente l'une des populations de jeunes et d'enfants la plus importante au monde et connaît aussi le taux de chômage des jeunes le plus élevé au monde. Les conflits survenus dans la région ont exacerbé les inégalités, et ont eu un impact sur les jeunes et les enfants. L'OIM soutient la Stratégie des Nations Unies pour la Jeunesse et sa mise en œuvre au niveau mondial, régional et national et plaide pour un renforcement des efforts visant à la promotion de l'emploi décent pour les jeunes tout en s'appuyant sur des données factuelles et probantes, des alliances et solutions évolutives et innovantes, telles que décrites dans la stratégie. L'OIM aide également les États membres et d'autres partenaires à plaider pour l'accès aux services de base pour tous les jeunes, ainsi que le renforcement des capacités grâce à l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle.

Le genre a une influence sur les raisons et les façons dont les personnes migrent. Par ailleurs, le genre détermine les réseaux auxquels les migrants ont recours, les opportunités et les ressources dont ils disposent dans leur pays de destination et la relation qu'ils maintiennent avec leur pays d'origine. Les risques, les vulnérabilités et les besoins sont également déterminés en grande partie par le genre et varient souvent considérablement d'un groupe à l'autre. Étant donné la nature sexospécifique de la migration, les éléments suivants sont au cœur de l'action de l'OIM: a) plaider pour l'égalité des droits dans le cadre des lois en matière de mobilité et d'accès à l'emploi; b) lutter contre les pratiques

³ Dans le cadre de son approche inclusive envers différents groupes et conformément à la stratégie des Nations Unies sur l'inclusion des personnes présentant un handicap, l'OIM a adopté sa propre stratégie d'inclusion du handicap.

⁴ L'OIM accorde une attention particulière à la durabilité environnementale dans ses bureaux, ainsi que dans ses programmes, conformément à la politique environnementale globale de l'OIM, qui est liée à la stratégie de gestion de la durabilité environnementale des Nations Unies.

⁵ L'OIM met l'accent sur l'importance de l'intégration de la santé, y compris la santé mentale et le soutien psychosocial, et la protection dans toutes ses travaux de recherche, ses politiques et programmes pour faire face et réduire les risques auxquels sont exposés les migrants, les populations déplacées et les communautés d'accueil.

migratoires discriminatoires; (c) comprendre comment le genre impacte le type de migration choisi; (d) intervenir en fonction de l'influence du genre sur le développement économique, les capacités individuelles, les risques et les vulnérabilités et l'accès aux services; (e) assurer la diversité et l'inclusion dans les consultations et la participation aux activités; et f) traiter la façon dont la migration influence les rôles et les relations entre les sexes. Compte tenu de la prépondérance des flux migratoires dans la région, l'OIM s'emploie à réduire les vulnérabilités propres à chaque sexe pendant le déplacement.

Les Objectifs de développement durable (ODD) - et l'engagement de «ne laisser personne de côté» et «d'atteindre les plus vulnérables» - ne seront pas atteints sans que les migrants ne soient dûment pris en compte, particulièrement ceux qui sont les plus vulnérables, notamment les populations déplacées. Comme l'illustrent les données disponibles sur la région, la migration peut être un puissant moteur pour le développement durable des migrants ainsi que de leurs communautés dans les pays d'origine, de transit et de destination, y compris les populations déplacées et les communautés d'accueil, notamment en milieu urbain. Cependant, lorsque les politiques migratoires et autres politiques pertinentes ne prennent pas en considération les besoins des migrants et des populations déplacées, les effets de la migration, ces groupes peuvent être mis en danger, les communautés mises à rude épreuve et les gains de développement compromis. Afin de réduire les effets négatifs et surtout maximiser le potentiel de développement lié à la migration, la coordination et l'évaluation des interventions axées sur le développement et celles spécifiques à la migration sont nécessaires pour optimiser les avantages qu'apporte le lien entre la migration et le développement. La stratégie régionale MENA pour 2020-2024 assiste les gouvernements de la région à atteindre cet objectif, en tirant notamment parti du potentiel de la migration grâce à une approche incluant l'ensemble du gouvernement, afin d'atteindre les objectifs de développement durable pour tous. Il s'agit d'une contribution directe à la Décennie d'action pour accélérer les progrès effectués en faveur des ODD. Pour ce faire, elle apporte une meilleure cohérence et un impact plus important sur le développement aux activités de l'OIM et permet une approche conjointe de la conception et l'exécution des opérations de l'OIM, comme le requiert sa vision stratégique.⁶ Elle fait écho aux principes et à l'approche adoptée par la Stratégie continentale pour l'Afrique de l'OIM afin de maximiser le potentiel de la migration en tant que principal levier de développement inclusif et durable.

2.2. PARTENARIATS STRATEGIQUES

L'OIM entretient des partenariats avec plusieurs parties prenantes pour consolider sa réponse aux besoins des migrants et soutenir des mécanismes et structures favorisant une migration sûre, ordonnée et régulière.

2.2.1. L'élaboration de politiques et de partenariats clés avec les parties prenantes gouvernementales

L'OIM collabore activement avec les parties prenantes interrégionales, régionales, sous-régionales et nationales pour promouvoir une bonne gouvernance des migrations dans la région. L'OIM agit en partenariat avec des organismes régionaux, incluant sans toutefois s'y limiter, la CUA, la Ligue des États Arabes et l'Union européenne. Les pays de la région MENA ont fait du progrès dans les domaines législatifs concernant la migration, y compris les questions de nationalité et d'apatridie, de la migration de la main-d'œuvre, la migration irrégulière, la traite des êtres humains et du trafic des migrants, les populations déplacées et les réfugiés, les procédures d'admission et de titres de

⁶ L'OIM, Vision stratégique de l'OIM 2019-2023 : Setting a course for IOM (C / 110 / INF / 1) (Genève, 2019). Disponible sur: <https://governingbodies.iom.int/system/files/en/council/110/C-110-INF-1%20-%20IOM%20Strategic%20Vision.pdf>.

séjour.⁷ De même, vu la large adhésion au Pacte mondial pour les Migrations dans la région et l'engagement des gouvernements envers le Programme 2030, l'organisation a joué un rôle actif dans les mécanismes de consultation interétatique.⁸ Au niveau national, l'OIM travaille en étroite collaboration avec les États membres pour l'identification des priorités nationales et la mise en place de plans d'action pour la mise en œuvre du Pacte Mondial pour les Migrations et la réalisation des actions et objectifs les plus pertinents. En adoptant une approche incluant l'ensemble du gouvernement, l'OIM travaille en étroite collaboration avec les parties prenantes au niveau national, notamment les ministères, les conseils nationaux et les parlements. De plus, tenant compte du lien important qui existe entre les processus de développement urbain et les schémas de migration et de déplacement dans la région MENA, l'OIM travaille aussi en étroite collaboration avec les autorités locales pour traiter des dynamiques de migration de sorte que les communautés urbaines puissent bénéficier des capacités et des compétences des migrants.

2.2.2. Partenariats avec les organisations des Nations Unies

Partenariats avec les organisations des Nations Unies

Dans le cadre du système des Nations Unies et l'approche « Unis dans l'Action »,⁹ l'OIM renforce sa coordination et sa collaboration avec les partenaires aux Nations Unies. L'organisation collabore avec les plateformes mondiales concernées par la question de déplacement interne, telles que les Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays (GP20) et le Groupe de haut niveau sur les déplacements internes pour trouver des solutions concrètes au déplacement interne dans la région.¹⁰ L'OIM est désignée à la fois comme Coordonnatrice et Secrétariat du Réseau des Nations Unies sur les migrations, soutenant la mise en œuvre du Pacte Mondial pour des Migrations sûres, ordonnées et régulières. Dans la région, l'OIM coorganise la Coalition Thématique sur les Migrations et le Réseau régional des Nations Unies sur les migrations,¹¹ récemment établis, ainsi que la coalition sur le lien entre les actions humanitaires et de développement. Grâce à des partenariats avec divers autres organismes des Nations Unies, l'organisation resserrent les liens entre la migration et le développement dans la région tout en intégrant les questions de migration aux politiques et programmes locaux et nationaux.

L'OIM contribue au processus de mise en œuvre des ODD liés à la migration. Comme il est reconnu dans le Programme 2030 et promu par l'approche globale de l'organisation vis-à-vis de la migration et du développement durable,¹² la mobilité humaine est inextricablement liée au développement durable. Étant membre du Groupe des Nations Unies pour le développement durable (UNDG), l'OIM a la responsabilité de définir ses programmes et activités et d'articuler son mandat autour du Programme 2030 ; de reporter ses actions pour assister les pays de la région MENA à respecter leurs engagements respectifs ; et de contribuer aux discussions régionales sur la migration et le développement durable. Par conséquent, la Stratégie régionale MENA 2020-2024 appuie la participation active de l'OIM au système

⁷ La Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale et l'OIM, Rapport de situation sur les migrations internationales 2019 : le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières dans le contexte de la région arabe (E / ESCWA / SDD / 2019/3) (Beyrouth, Nations Unies, 2020). Disponible sur www.unescwa.org/sites/www.unescwa.org/files/publications/files/situation-report-international-migration-2019-english_0.pdf.

⁸ Par exemple, le Processus consultatif régional pour les pays arabes sur les migrations et le Processus de Bali sur le trafic illicite d'êtres humains, la traite des personnes et la criminalité transnationale connexe (également en tant que secrétariat (de facto)) et en tant qu'organisation observatrice dans le cadre du Dialogue 5 + 5 sur la migration dans la Méditerranée occidentale. L'OIM contribue également aux mécanismes de consultation interétatique suivants en tant qu'observateur : le Dialogue d'Abou Dhabi, l'Initiative sur la route migratoire Union européenne-Corne de l'Afrique (« Processus de Khartoum »), le Processus de Rabat, le Forum panafricain sur la migration, l'Initiative de l'Union africaine sur la traite des êtres humains et le trafic de migrants dans la Corne de l'Afrique (également en tant que co-secrétariat), et le processus de Colombo.

⁹ L'initiative 'Unis dans l'action' repose sur ces cinq piliers : (a) un seul programme, (b) un cadre budgétaire unique, (c) un leader unique, (d) une stratégie de communication unique et (e) un bureau unique.

¹⁰ L'OIM soutiendra les travaux du Groupe de haut niveau sur les déplacements internes (une occasion unique permettant de surmonter les défis qui entravent les progrès sur cette question) et reconnaîtra les variables institutionnelles relatives au déplacement interne.

¹¹ Précédemment connu sous le nom de Groupe de travail sur la migration internationale dans la région arabe, dont l'OIM a été coprésidente.

¹² A voir: OIM, La stratégie institutionnelle de l'OIM en matière de migration et de développement durable (Genève, 2019). Disponible sur: <https://publications.iom.int/books/iom-institutional-strategy-migration-and-sustainable-development>.

des Nations Unies pour le développement, et repose sur l'établissement de partenariats plus solides au sein du système des Nations Unies et au-delà. En étroite coordination et en collaboration avec d'autres partenaires des Nations Unies, l'OIM soutient également les efforts visant à améliorer les stratégies de réduction des risques de catastrophe suite aux risques systémiques croissants entraînés par les conséquences du changement climatique sur la région. Cela renforce alors la résilience et la protection des migrants, en particulier des populations déplacées, notamment à travers la réalisation du droit à la santé, ce qui mène, entre autres, à l'amélioration de l'accès aux services de santé de qualité, y compris la santé mentale et le soutien psychosocial, pour les populations déplacées et les communautés touchées. Enfin, travailler en partenariat avec d'autres organismes des Nations Unies est essentiel pour relever efficacement les défis liés aux flux migratoires dans le contexte de la dégradation de l'environnement et des changements climatiques dans la région. Les initiatives et partenariats mentionnés, entre autres, apportent un soutien aux efforts de gouvernance des migrations en vue de sauvegarder les droits des migrants et des populations déplacées.

2.2.3. Partenariats avec différentes parties prenantes

L'OIM a établi des partenariats solides avec le secteur privé, les universités, les médias, la société civile et les communautés de migrants. L'organisation collabore largement avec le secteur privé sur des programmes d'aide à l'emploi et des campagnes de sensibilisation pour soutenir les gouvernements, ainsi que les entrepreneurs parmi les migrants et les populations déplacées et les communautés d'accueil. L'OIM travaille avec des universitaires et des experts en migration pour aider les gouvernements à promouvoir les connaissances et les bonnes pratiques en matière de gouvernance des migrations. Elle collabore avec des institutions universitaires mondiales afin de mener des recherches de haute qualité pour une meilleure compréhension des besoins des migrants, des populations déplacées, des communautés d'accueil et des gouvernements. Dans le cadre de ses campagnes de sensibilisation, de ses efforts de plaidoyer et de ses communications stratégiques, l'OIM travaille en collaboration avec les médias pour assurer une couverture des questions migratoires fondée sur des données probantes et tenant compte des droits de l'homme, afin d'éviter et de combattre la stigmatisation des migrants, ainsi que pour souligner l'ingéniosité des migrants vis-à-vis des pays d'origine aussi bien que des pays d'accueil. L'organisation travaille avec des groupes de la société civile, y compris au niveau des communautés et de la diaspora, pour renforcer les aspects positifs de la migration.

2.3. RENFORCER LA BASE DE PREUVES

La mise en place de programmes et de recommandations politiques par l'OIM se base sur des données probantes, s'appuyant sur des données et des recherches fiables au niveau régional et national. Le travail de l'organisation s'organise autour de quatre axes principaux liés aux données et recherches concernant la migration, à savoir:

- (a) La collecte de données primaires et les études de recherche sur le terrain;
- (b) La compilation et l'analyse de données secondaires (recherche qui n'est pas basée sur le terrain);
- (c) Le renforcement des capacités internes en matière de collecte de données, ainsi que les capacités des États membres, en particulier des bureaux nationaux de statistique et des ministères compétents, en matière de production et d'utilisation des données;

- (d) La promotion du dialogue national, régional, interrégional et mondial¹³ et l'échange de pratiques innovantes en matière de données sur les migrations.

Par le biais de son Centre d'Analyse des Données Migratoires Mondiales (GMDAC), l'OIM travaille dans le domaine de la gestion des connaissances et du renforcement des capacités en matière de collecte et d'analyse de données, et vise à aider les États membres dans la collecte et l'analyse de données pour la gouvernance des migrations.

Grâce à sa présence importante sur le terrain et sa capacité opérationnelle en particulier dans les contextes d'urgence et post-conflit, tout en ayant recours à la Matrice de Suivi des Déplacements (DTM) et d'autres outils de recherche essentiels, l'OIM collecte et diffuse régulièrement des données et des informations sur les déplacements internes, les tendances et itinéraires migratoires. Dans la région MENA, l'OIM est soucieuse de la nécessité d'utiliser les résultats de recherche pour former une base de données probantes sur laquelle élaborer des politiques éclairées, l'organisation travaille à renforcer ce lien par des travaux de recherche et de autres publications. À cet égard, l'organisation fournit un soutien technique aux gouvernements pour améliorer leurs statistiques nationales / officielles (par ex. les « statistiques nationales »), selon leurs stratégies nationales sur les données migratoires.¹⁴ DTM évolue en un outil de transition et de redressement surtout en ce qui concerne les solutions durables et leur durabilité. L'organisation a renforcé sa coopération en matière de données avec les observatoires et les bureaux de statistique nationaux et régionaux.¹⁵ La diffusion d'information et de bonnes pratiques est améliorée grâce à des plateformes en ligne ainsi qu'à des stratégies innovantes de communication et de gestion des connaissances.

¹³ Par exemple, en collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économiques et le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, l'OIM a accueilli le deuxième Forum international sur les statistiques migratoires en Égypte du 19 jusqu'au 21 janvier 2020.

¹⁴ Le travail de l'OIM MENA, en particulier en Afrique, est en conformité avec et soutient le Programme statistique panafricain de l'Union africaine et sa Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique (SHaSA2), à travers le travail de ses groupes techniques spécialisés sur les questions de migration et de démographie, et depuis le début jusqu'à la fin des crises prolongées.

¹⁵ Les partenaires de l'OIM incluent l'Observatoire africain des migrations au Maroc et l'Observatoire national des migrations de Tunisie. En outre, et parmi d'autres partenariats dans le domaine des recherches, l'organisation a entamé une collaboration avec et fournit son soutien à l'Institut panafricain de statistique (STATAFRIC) récemment créé par l'Union africaine, basée sur Tunis, et à sa stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique (SHaSA).

3.

PERSPECTIVE DES MIGRATIONS DANS LA REGION



3. PERSPECTIVE DES MIGRATIONS DANS LA REGION

La migration et les déplacements sont des caractéristiques clés dans toutes les sous-régions de la région MENA (l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient / le Machrek, les pays du Conseil de coopération du Golfe et le Yémen).¹⁶ En raison des divers conflits et des changements sociaux, politiques et économiques dans plusieurs pays de la région¹⁷, les formes de migration se sont diversifiées¹⁸. De plus, le taux de croissance démographique et de chômage des jeunes dans la région sont les plus élevés au monde.¹⁹ Ces facteurs s'ajoutent aux effets néfastes du changement climatique et de la dégradation de l'environnement, qui contribuent également aux mouvements des populations dans la région, comme la raréfaction de l'eau dans la région qui devient de plus en plus complexe.²⁰ La région accueille plus d'un quart de toutes les déplacés internes dus aux conflits et à la violence en Syrie, au Yémen et en Irak.²¹ La région accueille également un grand nombre de travailleurs migrants qui contribuent aux économies d'autres régions. En outre, selon les statistiques de l'OIM, un ensemble de 3,416 migrants sont retournés dans la région MENA en 2018 - une diminution de 37% par rapport au nombre total des rapatriés en 2017. Le nombre de ceux/celles bénéficiant d'une aide au retour volontaire dans la région MENA (8,138, soit 13% du nombre total des bénéficiaires) a diminué de 20% par rapport à 2017.²²

3.1. L'AFRIQUE DU NORD

Les pays de l'Afrique du Nord²³ ont connu une mobilité croissante ces dernières années. La sous-région constitue à la fois un lieu d'origine, de destination et de transit et accueille des millions de personnes déplacées. Les flux migratoires en Afrique du Nord incluent les entrées et sorties de migrants, en plus de ceux en transit à travers les sous-régions telles que l'Afrique de l'Ouest. Les pays de la sous-région nord-africaine font face à des défis en matière de protection liés aux mouvements irréguliers. Le nombre de migrants disparus en Méditerranée reste élevé et estimé à 1885 vers la fin de 2019.²⁴ Le conflit en Libye a eu un impact majeur sur la situation politique, économique et sociale en Afrique du Nord et dans la région MENA dans son ensemble, et a amplifié le nombre de personnes déplacées internes.²⁵ Les inondations et les sécheresses dans la sous-région aggravent également les conditions structurelles sous-jacentes à la vulnérabilité, poussant les populations à se déplacer.²⁶

¹⁶ CESAIO et OIM, Rapport de situation sur les migrations internationales 2019 (voir note 7).

¹⁷ Ibid.

¹⁸ La migration mixte est un ensemble « de mouvements migratoires mixtes (ou la migration mixte) qui désignent des flux de personnes voyageant ensemble, généralement de manière irrégulière, en empruntant des itinéraires et des moyens de transport identiques, mais pour des raisons différentes. Les personnes qui voyagent au sein de mouvements migratoires mixtes ont des besoins variés ; et il peut s'agir de demandeurs d'asile, de réfugiés, d'apatrides, de victimes de la traite d'êtres humains, d'enfants non accompagnés ou séparés de leur famille ou de migrants en situation irrégulière. (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), plan d'action en 10 points, 2016, (Genève, 2016, p. 282). Disponible sur : www.refworld.org/docid/59e99eb94.html.)

¹⁹ La Banque mondiale, « FCS lists from FY06 to FY20 », dans : « Les situations de fragilité, de conflit et de violence, vue d'ensemble (Washington, D.C., 2017). Disponible sur : www.worldbank.org/en/topic/fragilityconflictviolence/brief/harmonized-list-of-fragile-situations.

²⁰ L'OIM, « La migration et la sécurité de l'eau au Moyen-Orient et en Afrique du Nord », énoncé de position régionale (Genève, 2019). Disponible sur : <https://environmentalmigration.iom.int/sites/default/files/IOM%20MENA%20Regional%20Position%20Paper%20Migration%20and%20Water%20February%202019.pdf>.

²¹ Organisme international de surveillance des déplacements internes, Rapport mondial sur le déplacement interne 2020 (Genève, 2020). Disponible sur : www.internal-displacement.org/global-report/grid2020.

²² L'OIM, Faits saillants sur le retour et la réintégration 2018 (Genève, 2019). Disponible sur : https://publications.iom.int/system/files/pdf/avrr_2018_kh.pdf.

²³ L'OIM travaille en Algérie, en Égypte, en Libye, au Maroc, en Tunisie et au Soudan.

²⁴ L'OIM, site Web, projet des migrants disparus. Disponible sur : <https://missingmigrants.iom.int> (consulté le 14 février 2020).

²⁵ L'OIM, « Migrations et migrants : dimensions régionales et du développement », Le Rapport État de la migration dans le monde 2020 (Genève, 2020). Disponible sur : https://publications.iom.int/system/files/pdf/wmr_2020_en_ch_3_1.pdf.

²⁶ Juliann Tangermann et Hind Aissaoui Bennani, Évaluation des preuves : Migration, Environnement and Changement Climatique au Maroc (Genève, OIM, 2016), disponible sur : <https://environmentalmigration.iom.int/assessing-evidence-migration-environment-and-climate-change->

Les chiffres de la Matrice de Suivi des Déplacements (DTM) publiés en mars 2020 comptent 355,672 personnes déplacées internes en Libye et 209,8740 au Soudan.²⁷ En outre, les données DTM estiment le nombre de rapatriés vers la Libye à 447,707 et vers le Soudan à 553,501 vers la fin de 2019.²⁸ Dans les pays en transition, comme le Soudan, le nombre croissant de rapatriés dans certaines régions, parallèlement aux mouvements de déplacement dans d'autres, rendent nécessaire une transition souple et un soutien au redressement, tenant compte de la viabilité des solutions durables et des activités de stabilisation.

3.2. LE MOYEN-ORIENT

Les instabilités économiques et politiques²⁹ façonnent les flux migratoires, y compris les mouvements de déplacements internes, dans les pays du Moyen-Orient,³⁰ où la plus grande population déplacée vient de la Syrie en raison du conflit syrien - avec plus de 6,6 millions de réfugiés, 6,1 millions de personnes déplacées internes et près de 140,000 demandeurs d'asile vers la fin de 2019.³¹ Les populations déplacées dans plusieurs zones de la sous-région ont des difficultés à accéder à des services vitaux, ainsi que pour réaliser et atteindre des solutions durables. Il s'agit par exemple d'un nombre croissant de rapatriés en Irak (y compris parmi les personnes déplacées internes) qui font face aux défis relevant du manque d'infrastructures, de l'accès aux soins de santé et à l'emploi, ainsi que des problèmes liés aux droits d'accès au logement, à la terre et à la propriété, et des questions de cohésion sociale.³² De plus, compte tenu de la crise syrienne prolongée, les réfugiés syriens et les communautés de migrants se trouvent face à un manque d'accès au travail et à des conditions de travail difficiles dans les pays d'accueil. L'absence de protection et d'opportunités crée des blocages importants qui empêchent les pays d'avancer dans la mise en œuvre du Programme 2030.

3.3. LE CONSEIL DE COOPERATION DU GOLFE ET LE YEMEN

Les pays du Conseil de coopération du Golfe³³ attirent un grand nombre de travailleurs migrants. L'augmentation de la migration de main-d'œuvre vers ces pays a entraîné un changement démographique remarquable et une présence visible de femmes migrantes. Les principaux couloirs de migration vers les pays du Golfe comprennent les pays du Sud-Est de l'Asie, de l'Afrique du Nord, de l'Est et de la Corne de l'Afrique en passant par le golfe d'Aden. Les politiques migratoires dans les pays du Golfe sont influencées par le système de parrainage ou de kafala.³⁴ Cependant, plusieurs États arabes du Golfe ont adopté des réformes liées au système de la kafala et à leurs cadres de politiques migratoires ces dernières années. Ces changements ont inclus l'adoption de mesures significatives pour prévenir et combattre la traite des personnes et le trafic illicite des migrants ; des systèmes innovants d'auto-parrainage pour l'obtention de permis de travail flexibles ; et du renforcement du recrutement éthique pour protéger les travailleurs contre les abus et l'exploitation, ainsi que pour garantir des voies de migration sûres et régulières. Les politiques de nationalisation des

morocco; Abdelala Bounouh et Sonia Gsir, *Migrations et Environnement en Tunisie: Relations Complexes et Défis pour le Développement* [Migration and the Environment in Tunisia: Complex Relationships and Challenges for Development] (Genève, OIM, 2017), disponible sur <https://environmentalmigration.iom.int/country-profiles> (en français).

²⁷ L'OIM, mise à jour régionale mensuelle de la Matrice de suivi des déplacements - Moyen-Orient et Afrique du Nord, mars (Genève, 2020). Disponible sur : <https://dtm.iom.int/reports/middle-east-and-north-africa-%E2%80%94-monthly-regional-update-march-2020>.

²⁸ Ibid.

²⁹ La sous-région a été touchée par les conflits en Irak et en Syrie, ainsi que par les troubles politiques au Liban. Par ailleurs, l'explosion dévastatrice à Beyrouth le 4 août 2020 ne manquera pas d'exacerber une situation humanitaire déjà désastreuse que traverse le Liban.

³⁰ L'OIM a des bureaux en Irak, en Jordanie et au Liban.

³¹ L'HCR, *Tendances mondiales 2018 des déplacements forcés* (Genève, 2019). Cité dans : Le rapport de l'OIM sur la migration mondiale 2020 (Genève, 2020), p. 84. Disponible sur www.iom.int/wmr

³² L'OIM participe aux efforts de plaidoyer pour la réintégration des personnes déplacées internes et de leurs familles.

³³ L'OIM a des bureaux de pays à Bahreïn, au Koweït et au Qatar et est présente en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis.

³⁴ Le système de la kafala exige que tous les travailleurs migrants devraient avoir un parrain dans le pays, généralement leur employeur, qui est chargé d'obtenir un visa duquel dépend leur statut juridique. Le système est en place dans la plupart des pays du Golfe, ainsi qu'au Liban et en Jordanie.

emplois dans les pays du Golfe qui devraient limiter l'accès à leur marché du travail sont à la source d'appréhensions et craintes chez les travailleurs migrants. De même, la protection des migrants en situation irrégulière continue de poser des défis. Ces politiques auront un impact considérable sur les envois de fonds et par conséquent sur le développement des pays d'origine. L'absence d'envois de fonds affectera les économies des pays d'origine et le taux de vulnérabilité des familles laissés-pour-compte. D'autre part, la protection des migrants en situation irrégulière reste un défi vu les difficultés liées à la pandémie de la Covid-19. La situation humanitaire au Yémen continue aussi à se détériorer. Le nombre de morts depuis le début de la crise humanitaire dans le pays est estimé à un total de 233,000, dont environ 131,000 décès de causes indirectes, telles que l'absence de nourriture, de services de santé et d'infrastructures.³⁵ En 2019, le nombre de personnes déplacées internes au Yémen a été estimé à 3,647,250³⁶ tandis que 1,280,562³⁷ déplacés sont retournés dans leur lieu d'origine mais se trouvent dans des conditions graves. En plus, les Yéménites comme les migrants sont menacés par la malnutrition et n'ont pas accès aux services de santé de base. L'apparition de la Covid-19 a exacerbé les risques pour la santé de toutes les personnes au Yémen. Cependant malgré le conflit dans le pays, le golfe d'Aden est resté un passage de transit principal pour la Corne de l'Afrique, allant à travers la mer Rouge vers les pays du Golfe³⁸ en 2019, et plus de 138,000 personnes l'ont pris pour arriver au Yémen - la majorité ayant l'intention de poursuivre leur voyage. Toutefois, vu les restrictions aux frontières dues à la Covid-19 au Yémen, Djibouti et en Somalie, les arrivées de migrants ont diminué de plus de 94% en juillet 2020 en comparaison avec juillet 2019.³⁹

3.4. PERSPECTIVE REGIONALE ET PRINCIPAUX DOMAINES D'INTERVENTION

Compte tenu des modèles de migration et de la situation des migrants, des populations déplacées, des rapatriés et des communautés d'accueil dans les trois sous-régions de MENA, une approche globale s'avère nécessaire pour traiter les principaux déterminants de la mobilité. Les conflits prolongés, l'instabilité et les situations d'inégalité risquent d'induire une plus grande mobilité depuis, vers et à l'intérieur de la région MENA, tout en intensifiant les vulnérabilités de certains groupes. Alors que certains pays tentent de faire face à de nombreux défis économiques, ainsi que de remédier et sortir de conflits prolongés, l'OIM cherche à renforcer leurs capacités de réponse en coordination avec les pays d'origine aussi bien que les pays d'accueil.

Avec la pandémie de la Covid-19,⁴⁰ les risques et les besoins des migrants, des populations déplacées et des communautés d'accueil vont probablement s'amplifier. Tous les pays de la région ont été touchés par la Covid-19 lors de la rédaction de cette stratégie régionale.⁴¹ L'accès à une assistance vitale est toujours une source de grave préoccupation pour les populations déplacées et les migrants en détresse dans des contextes d'urgence humanitaire.

³⁵ Jonathan D. Moyer, David Bohl, Taylor Hanna, Brendan R. Mapes et Mickey Rafa, Évaluation de l'impact de la guerre sur le développement au Yémen (Sana'a, Programme des Nations Unies pour le développement, 2019). Disponible sur : www.undp.org/content/dam/yemen/General/Docs/ImpactOfWarOnDevelopmentInYemen.pdf.

³⁶ L'OIM, rapport régional mensuel de la Matrice de suivi des déplacements - Moyen-Orient et Afrique du Nord, février (Genève, 2020). Disponible sur : <https://dtm.iom.int/reports/middle-east-and-north-africa-%E2%80%94-monthly-regional-update-february-2020>.

³⁷ Ibid.

³⁸ L'OIM, rapport régional mensuel de la Matrice de suivi des déplacements - Afrique de l'est et Corne de l'Afrique, février (Genève, 2019). Disponible sur : <https://dtm.iom.int/reports/east-and-horn-africa-monthly-regional-update-february-2019>.

³⁹ L'OIM, Aperçu de suivi des flux migratoires, juillet 2019, disponible sur : <https://migration.iom.int/reports/yemen-flow-monitoring-points-migrant-arrivals-and-yemeni-returns-saudi-arabia-july-2019>; L'OIM, Aperçu de suivi des flux migratoires, juillet 2020, disponible sur : <https://migration.iom.int/reports/yemen-flow-monitoring-points-migrant-arrivals-and-yemeni-returns-july-2020>.

⁴⁰ Veuillez consulter l'annexe sur la réponse régionale liée à la Covid-19.

⁴¹ Le 5 août 2020, le nombre total de cas confirmés de Covid-19 étaient 959,935 dont 17,683 décès signalés dans la région (L'OIM, rapport sur la réponse à la crise de la Covid-19 dans les pays de la région MENA, 9, 23 juillet - 6 août (Genève, 2020). Disponible sur www.iom.int/sitreps/iom-mena-region-covid-19-response-situation-report-9-23-july-06-august-2020.

De même, de sérieuses conséquences socio-économiques sont prévues pour les rapatriés de retour dans leur pays d'origine, ainsi que pour les migrants en détresse, les travailleurs du secteur informel, les populations déplacées et autres groupes vulnérables.⁴² Les travailleurs migrants occupent des emplois essentiels à la reprise économique après la pandémie dans les pays d'accueil de la région MENA - des emplois souvent précaires et peu qualifiés.⁴³ Cependant, dans de nombreux contextes, le manque de cadres réglementaire en matière d'emploi, en particulier pour ceux dans le secteur informel, expose les migrants à des risques associés à la protection et à la santé.⁴⁴ Par ailleurs, la Covid-19 augmente le risque que les travailleurs migrants perdent leur emploi et qu'ils retournent le plutôt possible dans leurs pays d'origine. Ceci n'aura pas uniquement un impact sur les pays de destination, mais aussi sur les pays d'origine, où les marchés de travail au niveau national seront submergés.

Selon l'outil OIM de suivi de l'impact sur les déplacements et d'analyse des points d'entrée, la pandémie de la Covid-19 continue d'avoir un impact significatif sur les mouvements régionaux sous forme de diverses restrictions sur la mobilité.⁴⁵

Bien que la totalité des effets de la pandémie et ses conséquences sur la mobilité restent à observer, il est évident qu'elle a déjà considérablement touché les migrants et les populations déplacées dans la région MENA,⁴⁶ comme en témoigne ce qui suit:

- (a) Des répercussions sanitaires, sociales et économiques pour les migrants, les populations déplacées et les rapatriés dans la région;
- (b) Un manque d'accès aux moyens de subsistance en raison de la perte d'emplois ou du manque d'accès à de nouvelles opportunités d'emploi durant les confinements;
- (c) Une augmentation des cas de violence sexuelle et des cas de violence basée sur le genre en raison du manque d'accès aux moyens de subsistance et d'absence de mobilité;
- (d) Une augmentation des flux migratoires irréguliers facilités par les réseaux de trafic en raison des restrictions de voyage liées à la Covid-19 et la fermeture des frontières;
- (e) Une augmentation des tensions entre les populations pastorales et sédentaires en raison des restrictions de mobilité et des ressources disponibles limitées;
- (f) Une stigmatisation à l'encontre des migrants et des populations déplacées;
- (g) Un accès limité aux acteurs humanitaires veillant à fournir une assistance vitale aux populations les plus vulnérables dans les pays touchés par les conflits;
- (h) Un manque de moyens de subsistance et une mise en place des restrictions de voyage qui rendent impossible le retour aux pays d'origine.

⁴² L'OIM, « Les conséquences de la Covid-19 sur la migration et la mobilité », Aperçu analytique sur la Covid-19 n° 32 : Impacts socio-économiques (Genève, 2020). Disponible sur: www.iom.int/sites/default/files/documents/covid-19_analytical_snapshot_32_socioeconomic_impacts_on_migrants.pdf.

⁴³ Ibid.

⁴⁴ En collaboration avec la Chambre de commerce internationale, l'OIM a publié, en août 2020, un guide pour employeurs sur les mesures de protection des migrants durant la pandémie de la Covid-19.

⁴⁵ Selon la Matrice de suivi des déplacements de l'OIM, le 5 août 2020, environ 40% des aéroports internationaux étaient complètement fermés, 27% étaient à moitié opérationnels alors que 27% des points d'entrée étaient accessibles et opérationnels. (L'OIM, rapport sur la réponse à la crise de la Covid-19 dans les pays de la région MENA, 9, 23 juillet - 6 août 2020.)

⁴⁶ L'OIM dans la région MENA, rapport sur la réponse à la crise de la Covid-19 - 4, 14-28 mai (Genève, 2020). Disponible sur: www.iom.int/sitreps/iom-mena-region-covid-19-response-situation-report-4-14-28-may-2020.

En accord avec le Plan stratégique de préparation et de réponse de l'OIM à la pandémie de Covid-19, l'OIM MENA s'engage aux activités suivantes:

- (a) **Coordination et partenariats.** Répondre aux besoins des migrants et des populations déplacées, en étroite coordination avec les gouvernements nationaux.
- (b) **Matrice de suivi des déplacements.** Fournir une compréhension globale des impacts de la Covid-19 sur la mobilité.
- (c) **Communication des risques et engagement communautaire.** Veiller à mentionner les question migratoires dans les messages de santé publique et à ce que les migrants et les populations déplacées aient accès à des informations correctes, adaptées au contexte et de manière ponctuelle.
- (d) **Surveillance épidémiologique.** Aider les gouvernements à renforcer la capacité de surveillance des maladies.
- (e) **Points d'entrée.** Soutenir les gouvernements aux points d'entrée principaux y compris les points d'entrée internationaux, les postes de contrôle frontaliers terrestres et les ports maritimes.
- (f) **Systèmes nationaux de laboratoire.** Renforcer la capacité nationale pour le dépistage de la Covid-19.
- (g) **Prévention et contrôle des infections.** Soutenir l'accès aux installations et aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène essentiels dans les établissements de de santé, les camps, aux points d'entrée et dans les zones de déplacement.
- (h) **Logistique des achats et gestion des approvisionnements.** S'engager avec les parties prenantes concernées pour appuyer les efforts de gestion des approvisionnements à travers l'achat, le stockage et la distribution d'articles nécessaires.
- (i) **Coordination et gestion des camps.** Soutenir les autorités nationales et locales dans l'élaboration de plans d'urgence et d'intervention pour assurer la continuité des services dans les lieux de déplacement existants qui sont à risque, ainsi que par la préparation à l'augmentation prévue des populations de déplacées internes.
- (j) **Gestion des cas et maintien des services.** Fournir un soutien technique et opérationnel aux gouvernements, ainsi que des soins de santé primaires vitaux.
- (k) **Protection.** Renforcer les capacités nationales pour assurer la protection et l'accès de tous les migrants, les populations déplacées et les communautés locales aux services disponibles.
- (l) **Faire face aux effets socio-économiques.** Évaluer les répercussions des perturbations causées par la crise actuelle sur le bien-être et le développement financier et socio-économique des migrants, des populations déplacées et des communautés d'accueil, et faciliter l'élaboration de politiques et de mécanismes visant à améliorer les services d'envoi de fonds pour les migrants.

4.

PRIORITES STRATEGIQUES REGIONALES



4. PRIORITES STRATEGIQUES REGIONALES

La migration dans la région MENA est variée, ce qui exige une gestion de données exhaustive, des politiques et des programmes spécifiques pour répondre aux besoins des migrants et des personnes déplacées internes, et pour aider les gouvernements et les communautés à rendre les sociétés plus équitables.

Pour la période 2020-2024, l'OIM s'engagera dans une politique et une programmation fondée sur des données factuelles et probantes, tout en mettant l'accent sur les trois principaux piliers que sont [la résilience](#), [la mobilité](#) et [la gouvernance](#), avec des priorités régionales spécifiques à chaque pilier.⁴⁷

4.1. RESILIENCE

Compte tenu des besoins des migrants, des personnes déplacées internes et des communautés d'accueil dans la région, et en sachant les liens entre la migration et le développement, l'OIM adopte une approche globale pour couvrir toutes les étapes du processus migratoire. Des principes fondés sur les droits et sensibles au genre et à la jeunesse sont nécessaires pour accorder aux populations touchées les moyens de s'approprier le concept de résilience et de solutions durables. En outre, l'OIM adopte une approche compréhensive, humaine et axée sur la protection, tout en continuant à soutenir le GP20 pour garantir que les personnes déplacées internes ont accès aux mêmes droits et libertés en vertu des législations nationales et du droit interne sans aucune discrimination, à chaque étape de leur déplacement.

[Veiller à ce que les migrants, les personnes déplacées internes, les communautés d'accueil et les gouvernements de la région MENA aient les capacités suffisantes pour se préparer à faire face, réduire l'impact et répondre aux nombreux risques qui se posent à différents étapes du processus de migration](#)

Les priorités régionales suivantes relèvent du pilier de la résilience:

- (a) Fournir une assistance humanitaire et soutenir l'effort de relèvement en cas d'événements très importants reliés à la migration et aux violations des droits de l'homme, aux crises, aux catastrophes naturelles et à d'autres phénomènes naturels progressifs liés au changement climatique.
- (b) Promouvoir les capacités et l'aptitude des communautés et des gouvernements à assurer un accès équitable à la protection, aux services et aux opportunités pour toutes les personnes et communautés touchées par des événements importants relatifs à la mobilité.
- (c) Évaluer les facteurs qui influent sur la mobilité et faire avancer le concept de solution durable dans la réponse au déplacement interne tout en garantissant une approche participative en accord avec GP20.

⁴⁷ Ces priorités stratégiques soutiennent les piliers décrits dans la Vision stratégique de l'OIM. Le Cadre stratégique des résultats de l'OIM et ses quatre objectifs (réponse humanitaire et résilience (objectifs 1 et 2), mobilité (objectif 3) et gouvernance (objectif 4) mettent en relief les questions soulignées dans la Vision stratégique de l'OIM. Les priorités stratégiques de la stratégie régionale MENA 2020-2024 seront abordées selon des approches inter-thématiques coordonnées pour contribuer à la réalisation d'objectifs régionaux au sens large du terme.

- (d) Favoriser la prévention et les solutions progressives aux dynamiques migratoires complexes dans des crises et des contextes fragiles, selon Pacte Mondial pour les Migrations et le « Programme de prévention » du Secrétaire général des Nations Unies.

Compte tenu des facteurs favorisant la migration dans la région, parmi lesquelles les conflits prolongés, les défis socio-économiques, y compris la transformation économique, les tendances démographiques et le changement climatique, l'OIM promeut une approche thématique à la fois transversale et multisectorielle pour répondre aux besoins des communautés, des migrants et des personnes déplacées internes. Au-delà de son rôle actif dans l'amélioration de la préparation aux situations de crise et de la résilience, l'organisation vise à renforcer les liens entre les interventions d'urgence et le travail de développement à long terme grâce à des programmes de transition et de relèvement efficaces. L'OIM crée des partenariats avec les gouvernements et autres acteurs pour évaluer les facteurs favorisant la migration et veille à ce que les migrants, les personnes déplacées internes et les communautés de migrants à l'étranger soient intégrés dans les plans de développement des pays et ne soient pas laissés pour compte comme le prévoient les objectifs du Pacte Mondial pour les Migrations. L'autonomisation des communautés, des migrants et des personnes déplacées internes garantit leur participation et leur contribution à la réalisation de l'Agenda 2030 et constitue une solution pour débloquer les entraves aux ODD pertinents. L'autonomisation des groupes vulnérables est également un objectif clé de l'Agenda 2063.

4.2. MOBILITE

En réponse aux schémas migratoires divers et complexes dans la région, l'OIM travaille pour la réalisation d'une migration sûre, ordonnée et régulière. L'organisation cherche à créer un équilibre entre la disponibilité de mécanismes efficaces pour répondre aux déplacements internes et à la mobilité périlleuses, tout en promouvant des voies alternatives de migration régulières et sûres, sachant que la mobilité peut devenir une nécessité et une stratégie vitale en situation de crise. L'OIM promeut le retour volontaire, sûr et ordonné et la réintégration durable, ainsi que les solutions durables pour les personnes déplacées internes. L'organisation continue également de soutenir la réinstallation sûre et digne pour les réfugiés et la protection des migrants à travers la gestion de cas et l'identification de solutions à long terme pour chaque individu, les évaluations de santé et l'assistance volontaire ; la gestion des mouvements et des opérations, en prenant les mesures nécessaires avant le départ et après l'arrivée, ainsi que la promotion de solutions durables pour les personnes déplacées internes. L'OIM accorde une priorité à la mobilisation des compétences et des contributions sociales et économiques des migrants et des personnes déplacées internes pour tirer parti des avantages dans le contexte du développement durable dans les pays de destination et d'origine.

Améliorer les voies migratoires existante et développer de nouvelles voies de mobilité efficaces, sûres et fondées sur les droits

Les priorités régionales suivantes relèvent du pilier de la mobilité:

- (a) Offrir aux gouvernements une connaissance basée sur des données en matière de solutions juridiques, politiques et techniques pour assurer que les politiques de mobilité et les voies de mobilité régulières soient efficaces, basées sur des données et ouvertes à tous, y compris les migrants les plus vulnérables et les personnes déplacées internes. Ces efforts couvrent les différentes étapes de la migration induite par les conflits, les catastrophes et / ou les changements climatiques.

- (b) Soutenir les gouvernements et les populations affectées en favorisant les mouvements migratoires sûrs et dignes, comme le retour volontaire et la réintégration, l'évacuation et la réinstallation des migrants, dans le cadre de la mise en place de solutions durables en faveur des populations déplacées.
- (c) Promouvoir des voies de mobilité régulières et sûres pour permettre aux migrants et aux personnes déplacées internes de contribuer pleinement au processus de développement durable dans la région, à la fois à l'étranger et dans leur pays.
- (d) Aider les gouvernements à revoir et à mettre en place des mesures de régularisation permettant aux non-ressortissants en situation irrégulière ou sans papiers de rester légalement dans le pays.

En capitalisant sur les différentes initiatives relatives aux données sur la migration, l'OIM tente de combler les principales lacunes en matière de données sur la migration (en particulier en ce qui concerne les migrants en détresse et en milieu urbain, les personnes déplacées internes et les rapatriés). Dans le but de promouvoir des alternatives à la migration irrégulière, l'OIM collabore avec les gouvernements et d'autres parties prenantes pour renforcer les cadres de protection de la mobilité et le retour en toute sécurité au début des situations de crise, et pour trouver des solutions durables pour les personnes déplacées internes et un retour sûr pour les migrants, conformément aux objectifs du Pacte Mondial pour les Migrations. Ce faisant, l'organisation renforce les capacités des gouvernements en matière de pratiques innovantes et fondées sur des données probantes afin d'améliorer le travail de coordination pour l'élaboration de politiques transfrontalières, régionales et interrégionales. Grâce à des partenariats établis avec le secteur privé dans la région, l'OIM est bien placée pour promouvoir l'innovation et la technologie afin de soutenir les travailleurs migrants et mettre fin aux situations de crises prolongées des populations déplacées et des communautés d'accueil. L'organisation soutient la transformation des économies dans les pays d'origine et les pays d'accueil et ainsi, la réduction des inégalités et la promotion du travail décent. L'approche adoptée par l'organisation pour traiter des questions de mobilité répercute les objectifs clés énoncés dans le Pacte Mondial pour les Migrations. L'OIM travaille pour la réalisation des ODD en réduisant les inégalités et en veillant à ce que les migrants aient accès aux services de santé à chaque étape de la migration, notamment à travers l'intégration des migrants dans les systèmes de santé nationaux, ce qui s'impose comme une nécessité, en particulier au vu de la pandémie du Covid-19.

4.3. GOUVERNANCE

Étant donné l'engagement des États membres de la région envers le Pacte Mondial pour les Migrations et les efforts visant à réaliser le Programme 2030, l'OIM MENA s'engage activement aux côtés des États membres dans des dialogues politiques fondés sur les données. L'organisation met à la disposition des États membres son expertise en vue de l'adoption de politiques et de législations cohérentes et fondées sur les droits, conformément aux normes internationales, aux engagements régionaux et aux priorités nationales. Assurer la cohérence entre la gouvernance migratoire et le développement durable peut minimiser les risques de la migration et stimuler de nouvelles opportunités lui permettant d'agir comme un accélérateur du développement durable.

Grâce à l'amélioration des données, favoriser des processus interrégionaux, régionaux, nationaux et locaux fondés sur des données probantes pour renforcer les capacités des gouvernements à intégrer la mobilité dans des politiques, cadres juridiques, institutions, pratiques et mécanismes de coopération internationale meilleurs.

Les priorités régionales suivantes relèvent du pilier de la gouvernance:

- (a) Collaborer avec les gouvernements sur les modèles de gouvernance de la migration ainsi que lois et pratiques reliés, conformément aux ODD, au GP20, au Pacte Mondial pour les Migrations et au cadre de l'OIM pour remédier au déplacement interne ainsi que son cadre de résolution progressive des situations de déplacement, en plus des cadres régionaux et nationaux.
- (b) Faciliter le dialogue, les partenariats et le travail de coopération dans tous les domaines de collaboration en matière de mobilité.
- (c) Servir de partie prenante et de partenaire aux gouvernements dans la collecte et l'analyse des données sur la migration, ainsi que dans la gestion intégrée des frontières (y compris la protection sanitaire en réponse à la Covid-19), en mettant l'accent sur la coopération entre les différentes entités du gouvernement, entre les institutions et la coopération internationale.
- (d) Initier et maintenir des partenariats avec les principales parties prenantes pour soutenir la cohérence des politiques et améliorer l'efficacité et la durabilité des interventions menées dans le cadre des programmes.

L'OIM s'engage dans la réforme et la révision des politiques, selon les cadres nationaux, régionaux, continentaux et internationaux, pour promouvoir l'inclusion des droits des migrants et des personnes touchées par les déplacements internes. Pour garantir l'engagement et la promotion de politiques migratoires bien informées au niveau local, national, régional, interrégional et transrégional, l'organisation collabore avec les gouvernements pour renforcer les capacités d'accès, de production et de diffusion des données sur la migration et le déplacement. L'OIM travaille avec les communautés pour améliorer les structures de gouvernance et promouvoir une meilleure compréhension de la migration, soulignant le rôle des migrants en tant qu'agents du changement. Les données de l'OIM sur la migration sont utiles pour les structures de gouvernance prenant compte les besoins et les conditions des migrants. L'OIM élargit ses partenariats avec ceux travaillant sur les mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration à savoir, les universités, le secteur privé, les autres organismes des Nations Unies, les organisations intergouvernementales, la société civile et les médias.⁴⁸

⁴⁸ Le renforcement des structures de gouvernance adhère aux objectifs clés du Pacte mondial pour les migrations et des ODD 10 (en particulier, l'objectif 10.7 sur une migration ordonnée, sûre et responsable) et des ODD 8, 16 et 17 sur le travail décent, la paix et les partenariats. Elles seront également en accord avec les objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, à savoir la promotion des droits de l'homme, des institutions compétentes et de la paix.

5.

DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL





5. DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL

5.1. TRAVAIL DE RECHERCHE ET FORMULATION DES POLITIQUES

Misant sur l'engagement politique et la gestion des connaissances sur la migration dans la région, l'OIM vise à créer dans la région MENA des liens plus étroits entre la collecte de données et l'élaboration de politiques migratoires par le biais de son unité de recherche et de collecte de données sur la migration et conformément à la stratégie de l'OIM dans le domaine des données migratoires. Pour faire en sorte que les gouvernements disposent d'une base de données solide pour l'élaboration de différentes politiques migratoires, l'OIM a recours à divers outils, notamment la plateforme mondiale de connaissances du Pacte Mondial pour les Migrations et le Réseau des Nations Unies sur les migrations disposant d'une plateforme de connaissances et de coopération.

5.2. COMMUNICATION ET INNOVATION STRATEGIQUE

L'OIM a renforcé -et continue de renforcer- ses partenariats avec les gouvernements, les divers organismes des Nations Unies, les médias, les ONG et les communautés locales, et mène des discussions sur la migration (y compris le déplacement), misant sur sa crédibilité et sa position. L'organisation offre des analyses plus nuancées sur la migration en diffusant des informations et des connaissances à une audience plus large et en adoptant une approche participative avec les migrants. Pour accroître sa visibilité et élargir son plan de communication, l'OIM recherche en permanence à établir de nouveaux partenariats pour favoriser l'intégration de méthodes et de processus innovants. L'organisation soutient le recours aux solutions flexibles et évolutives grâce à une meilleure collecte et analyse des données, ainsi qu'à la coordination de la planification stratégique au niveau des pays. L'OIM se servira des réseaux solides existants pour garantir une politique et une coopération en matière de migrations qui transcendent les frontières régionales et interrégionales, et, en collaboration avec le Groupe de Communication des Nations Unies au niveau des pays, soutiendra les initiatives de communication au service de l'innovation au niveau des pays dans le domaine de la migration.

5.3. STAFF DEVELOPMENT AND WELFARE

L'OIM cherche à promouvoir une culture organisationnelle et un environnement de travail inclusifs qui protège et favorise la santé mentale du personnel. Conformément à la stratégie mondiale de l'OIM sur la santé mentale, l'OIM accorde une grande importance dans la région MENA au bien-être du personnel et renforce ainsi les capacités en recrutant des conseillers en personnel.⁴⁹ En outre, le bureau régional du Caire a également désigné une personne responsable des questions relevant du respect sur le lieu de travail.

⁴⁹ Les conseillers en personnel fournissent des consultations individuelles, un soutien d'urgence, une formation sur les soins personnels et la résilience, des interventions sur le bien-être de l'équipe, des consultations de gestion de projets et des ressources en ligne.

6.

OBSERVATIONS FINALES : L'OIM DANS LA REGION EN 2024





6. OBSERVATIONS FINALES : L'OIM DANS LA REGION EN 2024

D'ici 2024, l'OIM envisage de soutenir davantage les gouvernements dans la réalisation de leurs priorités nationales et le respect de leurs engagements régionaux et internationaux pour permettre aux migrants, aux personnes déplacées internes et aux communautés d'accueil d'exercer leurs droits. Afin d'y parvenir, l'OIM a adopté une approche fondée sur les droits de l'homme dans tous ses programmes destinés aux migrants et aux populations déplacées, quels que soient leur statut juridique ou les causes de leur déplacement.

L'organisation vise à renforcer sa réponse dans la région en complétant son approche humanitaire par un engagement plus important dans le plaidoyer et envers les initiatives politiques, la prévention des crises, la résilience, les solutions durables, la consolidation de la paix et la mise en place de programmes à long terme dans des situations de conflit, de catastrophe, de changement climatique et de la dégradation de l'environnement.

Grâce à l'expansion de ses partenariats avec les parties prenantes nationales, régionales et internationales, l'OIM apporte son aide à la région pour adopter des réformes politiques adéquates qui montrent le rôle positif de la migration dans la réalisation des objectifs de développement durable.

L'OIM cherche à renforcer les capacités internes en matière d'élaboration des politiques, de gestion des connaissances et des données, de suivi et d'évaluation, de communication et de visibilité, d'innovation et de développement du personnel afin atteindre ses principaux objectifs.

ANNEXE: L'OIM DANS LA REGION DU MOYEN ORIENT ET DE L'AFRIQUE DU NORD

Couverture géographique

L'OIM travaille dans 17 pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, tout en comptant des bureaux dans 13 pays et ayant une présence dans 2 pays supplémentaires.

Les bureaux de l'OIM et le nombre du personnel dans la région

L'Égypte	L'Algérie	La Jordanie	Le Bahreïn	L'Irak	Le Koweït	Le Liban	Les Émirats arabes unis
Le Caire	L'Alger	Amman	Manama	Erbil	Koweït	Beyrouth	Dubaï (présence de l'OIM)
Total des effectifs: 185	Total des effectifs: 38	Total des effectifs: 358	Total des effectifs: 15	Bagdad	Total des effectifs: 9	Total des effectifs: 143	Total des effectifs: 1
Personnel des bureaux extérieurs: 73	Personnel des bureaux extérieurs: 11	Personnel des bureaux extérieurs: 11	Personnel des bureaux extérieurs: 4	Al Basra		Personnel des bureaux extérieurs: 124	
				Total des effectifs: 352			
				Personnel des bureaux extérieurs: 22			

La Libye	Le Maroc	L'Arabie Saoudite	Le Soudan	La Tunisie	Le Yémen	Le Qatar
Tripoli	Le Rabat	Le Riyad	Khartoum	Tunisie	Sana'a	Doha
Total des effectifs: 148	Tanger	Total des effectifs: 2	El-Fasher	Sfax	Aden	Total des effectifs: 3
Personnel des bureaux extérieurs: 13	Total des effectifs: 79		Geneina	Tuni-LY1	Hodeïda	
	Personnel des bureaux extérieurs: 12		Kadugli	Zarzis	IBB	
			Nyala	Total des effectifs: 62	Marib	
			Abyei	Personnel des bureaux extérieurs: 15	Total des effectifs: 218	
			El-Gedaref		Personnel des bureaux extérieurs: 86	
			El-Fula			
			Kassala			
			Total des effectifs: 228			
			Personnel des bureaux extérieurs: 99			

	Pays
	Bureau principal
	Bureau auxiliaire
	Nombre du personnel

Total des effectifs **1,841**
Personnel des bureaux extérieurs **470**

Bureaux de l'OIM : fonctions et activités

En 2020, le bureau régional de l'OIM au Caire pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) coordonne les activités de l'organisation par l'intermédiaire de ses 13 bureaux de pays basés en Algérie, au Bahreïn, en Égypte, en Irak, en Jordanie, au Koweït, au Liban, en Libye, au Maroc, au Qatar, au Soudan, en Tunisie et au Yémen. L'OIM est également présente en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis. En outre, l'OIM dispose d'un réseau de bureaux auxiliaires, de centres d'évaluation sanitaire dans le contexte migratoire, de mécanismes de réponse et de ressources pour les migrants, de centres de ressources et d'intervention en matière de migration et de centres de réponse et de ressources pour les migrants dans toute la région.

Le Bureau régional supervise, planifie, coordonne et appuie les activités déployées par l'OIM dans la région. Il est chargé d'examiner et d'approuver les projets et d'apporter un soutien technique aux bureaux de pays, notamment en matière d'élaboration des projets, de leur exécution, du suivi et de l'évaluation, de la mobilisation et la gestion des ressources, et de la coordination des relations avec les gouvernements régionaux et sous-régionaux, les organismes de Nations Unies et autres partenaires clés. À cet effet, l'OIM collabore avec les parties prenantes inter-régionales, régionales, sous-régionales et nationales pour promouvoir une bonne gouvernance des migrations. L'organisation crée surtout des partenariats avec des acteurs régionaux, incluant sans toutefois s'y limiter, la Ligue des États arabes, la Commission de l'Union africaine et l'Union européenne. Ces relations permettent à l'OIM de convertir les décisions politiques en programmes et politiques concrets au niveau régional et national (du pays). Grâce à des partenariats avec les organismes des Nations Unies, l'organisation renforce les liens entre la migration et le développement dans la région en promouvant l'intégration de la migration dans les politiques et les programmes locaux et nationaux. L'OIM a également établi des partenariats solides avec le secteur privé, les universités, les médias, la société civile et les communautés de migrants. Au niveau thématique, le bureau régional fournit une orientation et un soutien aux bureaux de pays et aux partenaires dans les domaines suivants essentiels couverts dans la région:

- (a) Études sur la migration et les politiques migratoires;
- (b) Partenariats;
- (c) Processus multilatéraux;
- (d) Droit international de la migration;
- (e) Mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration;
- (f) Réinstallation et gestion des mouvements;
- (g) Déplacement interne;
- (h) Biens fonciers, immobiliers et réparations;
- (i) Mesures de prévention, préparation et réponse aux situations d'urgence;
- (j) Transition et redressement rapide, en vue de consolider la paix et de trouver des solutions durables;
- (k) Migration et santé, y compris santé mentale et soutien psychosocial;
- (l) Mobilité de la main-d'œuvre et développement humain;
- (m) Services de protection et assistance aux migrants, notamment dans la lutte contre le trafic des êtres humains et la traite des personnes;
- (n) Formation et intégration des migrants;
- (o) Immigration et mécanismes de gestion et sécurité aux frontières;
- (p) Migration, environnement et changement climatique.

S'appuyant sur une large présence sur le terrain et sur sa capacité opérationnelle de déploiement, en particulier en situation d'urgence et d'après-conflit, ainsi que sur son vaste portefeuille et son expertise unique en matière de migration, les 13 bureaux de pays de l'OIM et ses bureaux extérieurs dans la région gère plusieurs projets relevant des questions thématiques mentionnées ci-dessus, afin de répondre aux besoins des migrants et des populations déplacées et d'aider les gouvernements et les communautés à atteindre l'équité sociale. Les bureaux de pays suivent de près les problèmes actuels de migrations et les tendances émergentes, affirment les politiques de l'OIM et sa position dans la région, apportent les réponses appropriées et contribuent à la formulation des stratégies et plans régionaux. Ces bureaux sont financés principalement par le budget des projets mis en œuvre dans les pays où ils se trouvent. Les partenaires de l'organisation incluent, entre autres, les migrants et les communautés ; les gouvernements au niveau local, national et régional ; les autres organismes des Nations Unies ; les organisations multilatérales, y compris les communautés économiques régionales ; les organisations non gouvernementales, communautaires et de la société civile ; le secteur privé ; et les diasporas.

La région MENA fait place également à divers mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration, dont l'OIM a obtenu le statut d'observateur, et fournit son soutien aux secrétariats et / ou assure le secrétariat de ces mécanismes-là. Ils comprennent les processus suivants:

- (a) Le Processus consultatif régional pour les pays arabes sur les questions relatives à la migration et aux réfugiés (ARCP);
- (b) L'Initiative de l'Union africaine sur la traite des êtres humains et le trafic des migrants dans la corne de l'Afrique (« Processus de Khartoum »);
- (c) Le Dialogue euro-africain sur la migration et le développement (« Processus de Rabat ») ;
- (d) Le Dialogue d'Abou Dhabi (Consultation ministérielle sur l'emploi outre-mer et la main-d'œuvre contractuelle intéressant les pays d'origine et de destination en Asie);
- (e) Le Processus de Colombo (processus consultatif régional sur l'emploi à l'étranger et le travail contractuel pour les pays d'origine en Asie).

L'OIM a soutenu la mise en place et la gestion de cinq projets de Mécanisme de Réponse et de Ressources pour les Migrants (MRRM) en Libye, en particulier à Bani Walid, Qatroun, Sebha, Tripoli et Zwara. Les principales fonctions des MRRM sont d'offrir une multitude de services et une assistance de l'OIM en fonction des besoins aux migrants vulnérables, ainsi que des soins de santé et un soutien psychosocial, et des fournitures humanitaires essentielles. Au Soudan, un centre de ressources pour les migrants (à Gedaref) répond aux besoins de protection ou d'assistance immédiats des migrants, et leur permet l'accès aux informations, alors qu'un centre de réponse et de ressources pour les migrants (à Khartoum) leur fournit une assistance médicale, des conseils et des informations sur les risques liés à la migration, et a déjà mis en place un programme pour l'aide au retour volontaire et à la réintégration dans les pays d'origine.

L'OIM gère sept centres d'évaluation sanitaire dans le contexte migratoire dans six pays différents, à savoir l'Égypte (Le Caire), l'Irak (Bagdad, Erbil), la Jordanie (Amman), le Liban (Beyrouth), la Libye (Tripoli) et le Yémen (Sanaa). Leurs principales fonctions sont d'effectuer une évaluation complète de l'état de santé, y compris la vaccination et le dépistage médical avant le départ ainsi que le traitement présomptif à tous les candidats conformément aux directives en vigueur dans leurs pays d'accueil respectifs. Ces centres constituent une sorte de guichet unique de tous les services de dépistage, dont l'enregistrement de données, de conseil, les soins infirmiers, l'examen physique, les services de phlébotomie / de laboratoire, la radiologie et la vaccination.



L'Organisation internationale pour les migrations (OIM)

47 C, Rue Abu-Elfeda, 11211 le Caire, Égypte

Tel: +202 27 36 51 40 • Fax: +202 27 36 51 39 • Adresse Courriel: iomegypt@iom.int • Site Web: www.iom.int